Décision n° 2019-1792
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse
en date du 3 décembre 2019
autorisant diverses entités à utiliser des fréquences assignées pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs, telle que modifiée en dernier lieu par la décision n° 2017-0383 du 21 mars 2017 ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 26 septembre 2018 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2015-1160 du 29 septembre 2015 modifiée de l'Arcep portant délégation de pouvoirs ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision, incluant l'accord de la direction générale de l'aviation civile pour l'utilisation des fréquences concernées ;

Décide :

Article 1. Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à utiliser les fréquences qui y sont mentionnées, pour l'exploitation de leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.

Article 2. La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée à compter de la date de la présente décision jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 3. Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.

Article 4. La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 5. Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 6. La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 3 décembre 2019,

Pour le Président et par délégation

Jean-Luc STEVANIN
Chef de l'unité gestion des fréquences

Annexe à la décision n° 2019-1792
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse
en date du 3 décembre 2019

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Création

Autorisation jusqu'au 31/12/2024

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
201901120	DIR INTER SERVICES PENITENTIAIRES	37 TOURS	8 UHF
201901124	AMICALE CCFF LE PRADET	83 CARQUEIRANNE	2 UHF
201901125	PATHE WEPLER	75 PARIS	2 UHF
201901126	ORANGE SA	93 BAGNOLET	2 UHF
201901127	BMRA	43 BRIVES CHARENSAC	1 UHF
201901128	EXIDE TECHNOLOGIES	59 LILLE	1 UHF
201901131	TOILTECH	88 LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES	3 UHF
201901132	CMCA PERRIER MATERIAUX	69 LYON ST EXUPERY AEROPORT	1 UHF
201901133	COMPAGNIE DES ARTS DE LA TABLE	24 NONTRON	1 UHF
201901134	SEA INVEST BORDEAUX	33 BASSENS	6 UHF
201901135	COMMUNE DE THOUARS	79 THOUARS	1 UHF*
201901136	SCENE D'OEUVRES LYRIQUES	51 REIMS	1 UHF
201901137	SOMARTRANS	97 FORT DE FRANCE	1 UHF
201901138	LYCEE VICTOR LOUIS	33 TALENCE	1 UHF
201901139	ECOLE DE SKI SL TDC	73 SEEZ	1 VHF*
201901140	GTM BATIMENT AQUITAINE	33 BORDEAUX	4 UHF
201901141	GCC	93 PANTIN	1 UHF
201901142	AEROPORT DE CORNOUAILLE	29 PLUGUFFAN	2 UHF
201901143	GEOTEC	73 VOGLANS	1 VHF*
201901144	AKOATYS CARO BEACH VILLAGE	97 L'ETANG SALE	1 UHF

* : les fréquences marquées d'un astérisque sont attribuées en partage et sans garantie de protection, pour une utilisation de façon localisée autour d'un site dont l'emplacement peut varier dans le temps